

ACTUALITÉ JURIDIQUE

de la prévention des risques professionnels

Année 2014

PRINCIPAUX TEXTES OFFICIELS EN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

parus en **2014**

MINISTÈRE

COUR DE CASSATION

LOI

Bulletin
d'information

Arrêté

CODE
DU
TRAVAIL

Directive

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOURNAL
OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS

Mercredi 15 décembre 2010 / N° 290

SOMMAIRE ANALYTIQUE

Arrêtés, circulaires

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

Arrêté du 1er décembre 2010 annulant et remplaçant l'arrêté du 15 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 25 mai 2010 relatif au titre de l'année 2010 l'ouverture et fixant les modalités des efforts pour les agents par concours externe dans le grade d'agent d'expérimentation des travaux publics

Arrêté du 7 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, effluents, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement

Ministère des affaires étrangères et européennes

Arrêté du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 15 décembre 2010 portant délégation de signature (contre de crise)

Ministère des transports et du logement

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'article 17 de la directive 2008/106/CE

Journal officiel
de l'Union européenne

CIRCULAIRE

• Règlement (UE) n° 861/2010 de la Commission (CE) n° 26/88/87 du Conseil relatif au tarif douanier commun

Sommaire

Textes officiels relatifs à la santé et à la sécurité au travail (SST) _____ 3

Textes officiels relatifs à l'environnement, la santé publique et la sécurité civile _____ 21



Institut national de recherche et de sécurité
pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles

65, boulevard Richard Lenoir 75011 Paris
Téléphone 01 40 44 30 00 - Fax 01 40 44 30 99
Internet : www.inrs.fr - e-mail : info@inrs.fr

Textes officiels relatifs à
la santé et la sécurité au travail
parus en 2014

Prévention - Généralités

ACCIDENTS DU TRAVAIL/MALADIES PROFESSIONNELLES _____

Tableaux

Décret n° 2014-605 du 6 juin 2014 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du Code de la sécurité sociale.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 8 juin 2014 – p. 9665.

Circulaire CNAMTS CIR-13/2014 du 19 juin 2014 relative à la modification d'un tableau de maladies professionnelles.

*Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés
(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> ; 7 p.).*

Décret n° 2014-1375 du 17 novembre 2014 révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au livre VII du Code rural et de la pêche maritime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 19 novembre 2014 - pp. 19401-19402.

Tarifification

Arrêté du 24 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles des activités professionnelles relevant du régime général de la sécurité sociale pour 2015.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2014 – pp. 23163-23178.

Arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles et l'arrêté du 6 décembre 1995 relatif à l'application du dernier alinéa de l'article D. 242-6-11 et du I de l'article D. 242-6-14 du Code de la sécurité sociale relatifs à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 26 décembre 2014 – pp. 22302-22303.

Arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accident du travail et des maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 26 décembre 2014 – p. 22302.

Arrêté du 24 décembre 2014 fixant pour l'année 2015 les majorations visées à l'article D. 242-6-9 du Code de la sécurité sociale.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2014 – p. 23160.

Arrêté du 24 décembre 2014 fixant les tarifs des risques applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles pour 2015.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2014 – pp. 23178-23191.

Arrêté du 24 décembre 2014 fixant pour l'année 2015 les coûts moyens pour le calcul des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles et le tarif des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles dans les exploitations minières et assimilées.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2014 – pp. 23160-23162.

Arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1999 modifié et fixant pour l'année 2015 le taux de cotisation des entreprises du bâtiment et des travaux publics à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ainsi que le salaire de référence de la contribution due au titre de l'emploi de travailleurs temporaires.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 décembre 2014 – p. 23192.

Arrêté du 27 novembre 2014 fixant pour l'année 2015 les coûts moyens des catégories d'incapacité temporaire et d'incapacité permanente mentionnées aux articles D. 242-6-6 et D. 242-34 du Code de la sécurité sociale pour le calcul des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles des établissements relevant du régime général et des établissements situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 26 décembre 2014 – pp. 22295-22296.

Arrêté du 22 décembre 2014 portant fixation du taux de la cotisation d'accidents du travail et de maladies professionnelles due pour les stagiaires de la formation professionnelle continue pour l'année 2015.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2014 – p. 23157.

Décret n° 2014-1340 du 6 novembre 2014 relatif à l'extension de l'assurance volontaire accidents du travail et maladies professionnelles aux conjoints collaborateurs.

Ministère chargé des Affaires sociales. Journal officiel du 8 novembre 2014 - pp. 18904-18905.

Décret n° 2014-1594 du 23 décembre 2014 supprimant la catégorie de risques des salariés dispensés d'activité pour l'application de la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 26 décembre 2014 – pp. 22292-22293.

Arrêté du 18 décembre 2014 portant fixation au titre de l'année 2015 des taux de cotisations dues au régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 27 décembre 2014 – pp. 22543-22545.

Arrêté du 15 décembre 2014 portant fixation pour 2015 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance obligatoire des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et le montant de la part des cotisations affectée à chaque catégorie de dépenses de ce régime dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion ainsi que dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 19 décembre 2014 – pp. 21501-21502.

Arrêté du 15 décembre 2014 portant fixation en métropole au titre de l'année 2015 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des non-salariés agricoles et des personnes

mentionnées à l'article L. 731-23 du code rural et de la pêche maritime et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 19 décembre 2014 – pp. 21502-21503.

Décret n° 2014-933 du 19 août 2014 modifiant le décret n° 2009-1576 du 16 décembre 2009 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2006-1588 du 13 décembre 2006 relative au régime de prévention, de réparation et de tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles à Mayotte.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 août 2014 – pp. 13952-13954.

Circulaire CNAMTS CIR-11/2014 du 10 juin 2014 relative à la modification des règles d'opposabilité et de remboursement des conséquences financières en matière de faute inexcusable de l'employeur.

*Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés
(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> ; 14 p.).*

Circulaire CNAMTS CIR-2/2014 du 4 février 2014 relative à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique à la fabrication de produits céramiques, à la fabrication de tuiles et briques.

*Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés
(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC>, 9 p.).*

Circulaire CNAMTS CIR-5/2014 du 19 mars 2014 relative à la Convention nationale d'Objectifs spécifique aux activités de réparation automobile.

*Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI>, 16 p.*

Circulaire CNAMTS CIR-16/2014 du 18 juillet 2014 relative à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique aux activités de la Plasturgie.

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (<http://mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> - 19 p.).

Circulaire CNAMTS CIR-17/2014 du 18 juillet 2014 relative à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique aux activités des Travaux Publics.

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (<http://mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> - 15 p.).

Circulaire CNAMTS CIR-18/2014 du 18 juillet 2014 relative à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique aux activités du Bâtiment.

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (<http://mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> – 14 p.).

Circulaire CNAMTS CIR-19/2014 du 18 juillet 2014 relative à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique aux activités des Papiers Cartons.

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (<http://mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> - 24 p.).

Circulaire CNAMTS CIR-20/2014 du 4 août 2014 relative à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique aux activités de l'Ameublement.

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (<http://mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> - 28 p.).

Lettre réseau LR-DRP 6/2014 du 7 mars 2014 relative à l'aide financière simplifiée nationale « Echafaudage + ».

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. Non publiée - 24 p.

Réparation

Décret n° 2014-13 du 8 janvier 2014 relatif aux modalités de récupération des majorations de rente versées aux salariés par les caisses de sécurité sociale en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle imputable à une faute inexcusable de l'employeur.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 10 janvier 2014 - pp. 326-327.

Circulaire CNAMTS CIR-7/2014 du 14 avril 2014 relative à la revalorisation des rentes d'accident du travail et des maladies professionnelles.

*Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés
(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC>, 2 p., annexe 1 p.).*

Décret n° 2014-953 du 20 août 2014 relatif aux modalités de calcul des indemnités journalières dues au titre de la maladie, de la maternité, des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 23 août 2014 – pp. 14021-14023.

Sécurité sociale

Loi n° 2014-892 du 8 août 2014 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014.

Parlement. Journal officiel du 9 août 2014 - pp. 13344-13355.

Loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015.

Parlement. Journal officiel du 24 décembre 2014 – pp. 21748-21789.

ADDICTIONS

Alcoolisme

Décret n° 2014-754 du 1^{er} juillet 2014 modifiant l'article R. 4228-20 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 juillet 2014 - pp. 10988-10989.

ÉVALUATION DES RISQUES

Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Parlement. Journal officiel du 5 août 2014 – pp. 12949-12965.

LIEUX DE TRAVAIL

Affichage

Ordonnance n° 2014-699 du 26 juin 2014 portant simplification et adaptation du droit du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 27 juin 2014 – pp. 10629-10630.

Aménagement

Arrêté du 2 août 2013 modifiant l'arrêté du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 18 janvier 2014 - pp. 919-920.

Conception

Décret n° 2014-1302 du 30 octobre 2014 modifiant le Code de la construction et de l'habitation et le décret n° 2011-873 du 25 juillet 2011 relatif aux installations dédiées à la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables dans les bâtiments et aux infrastructures pour le stationnement sécurisé des vélos.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 1^{er} novembre 2014 - p. 18439.

Arrêté du 30 octobre 2014 modifiant l'arrêté du 20 février 2012 relatif à l'application des articles R. 111-14-2 à R. 111-14-5 du Code de la construction et de l'habitation.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 1^{er} novembre 2014 - pp. 18439-18440.

SITUATIONS PARTICULIÈRES DE TRAVAIL

Agriculture

Arrêté du 12 mai 2014 portant abrogation et modification d'arrêtés d'extension de dispositions générales de prévention des risques professionnels élaborées par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 juin 2014 - p. 9779.

Circulaire DGT n° 13 du 12 décembre 2013 relative aux travaux d'élagage dans l'environnement des lignes électriques aériennes.

Ministère chargé de l'Agriculture (<http://circulaires.legifrance.gouv.fr/index.php>, 4p.).

Détachement

Directive 2014/67/UE du Parlement Européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à l'exécution de la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services et modifiant le règlement (UE) n° 1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (« règlement IMI »).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 159 du 28 mai 2014 - pp. 11-31.

Loi n° 2014-790 du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale.

Parlement. Journal officiel du 11 juillet 2014 - pp. 11496-11500.

Arrêté du 1^{er} juin 2014 fixant le modèle du formulaire « Questionnaire pour le maintien au régime français de sécurité sociale d'un travailleur salarié détaché hors du territoire français ».

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 2 juillet 2014 - p. 10920.

Fonction publique

Décret n° 2014-1255 du 27 octobre 2014 relatif à l'amélioration du fonctionnement des services de médecine de prévention et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans la fonction publique de l'État.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 29 octobre 2014 (<http://www.legifrance.gouv.fr> - 2 p.).

Arrêté du 27 octobre 2014 pris en application de l'article 75-1 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 29 octobre 2014 (<http://www.legifrance.gouv.fr> - 2 p.).

Handicapés

Décret n° 2014-1386 du 20 novembre 2014 relatif à la mise en œuvre de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés par l'application d'un accord mentionné à l'article L. 5212-8 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 22 novembre 2014 - p. 19628.

Ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Ministère chargé des Affaires sociales. Journal officiel du 27 septembre 2014 - pp. 15732-15738.

Décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 6 novembre 2014 - pp. 18730-18732.

Décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 6 novembre 2014 - pp. 18732-18736.

Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 13 décembre 2014 - pp. 20916-20929.

Jeunes

Décret n° 2014-1031 du 10 septembre 2014 modifiant diverses dispositions relatives à l'apprentissage en application de la loi n° 2014-588 du 5 mars 2014.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 septembre 2014 - pp. 15010-15011.

Pénibilité

Loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites.

Parlement. Journal officiel du 21 janvier 2014 - pp. 1050-1066.

Loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale.

Parlement. Journal officiel du 6 mars 2014 - pp. 4848-4882.

Loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives.

Parlement. Journal officiel du 21 décembre 2014 - pp. 21647-21661.

Décret n° 2014-1155 du 9 octobre 2014 relatif à la gestion du compte personnel de prévention de la pénibilité, aux modalités de contrôle et de traitement des réclamations.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 10 octobre 2014 - pp. 16458-16470.

Décret n° 2014-1156 du 9 octobre 2014 relatif à l'acquisition et à l'utilisation des points acquis au titre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 10 octobre 2014 - pp. 16470-16473.

Décret n° 2014-1157 du 9 octobre 2014 relatif au fonds de financement des droits liés au compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 10 octobre 2014 – pp. 16473-16475.

Décret n° 2014-1158 du 9 octobre 2014 relatif au document unique d'évaluation des risques et aux accords en faveur de la prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 octobre 2014 – p. 16477.

Décret n° 2014-1159 du 9 octobre 2014 relatif à l'exposition des travailleurs à certains facteurs de risque professionnel au-delà de certains seuils de pénibilité et à sa traçabilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 octobre 2014 – pp. 16478-16479.

Décret n° 2014-1160 du 9 octobre 2014 relatif aux accords en faveur de la prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 octobre 2014 – pp. 16479-16480.

Décret n° 2014-350 du 19 mars 2014 relatif à la retraite anticipée au titre des «carrières longues».

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 20 mars 2014 – pp. 5565-5566.

Décret n° 2014-1617 du 24 décembre 2014 fixant la liste des régimes spéciaux de retraite mentionnée à l'article L. 4162-1 du Code du travail.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 27 décembre 2014 - pp. 22511-22512.

Organisation - Santé au travail

CHSCT

Décret n° 2014-324 du 11 mars 2014 relatif à l'exercice du droit d'alerte en matière de santé publique et d'environnement dans l'entreprise.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 mars 2014 - pp. 5191-5192.

Experts agréés

Arrêté du 1^{er} juillet 2014 modifiant l'arrêté du 7 janvier 2014 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut faire appel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 20 juillet 2014 - p. 12111.

Arrêté du 24 décembre 2014 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut faire appel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 décembre 2014 – pp. 23192-23193.

ORGANISMES AGRÉÉS/ACCRÉDITÉS

Arrêté du 26 novembre 2014 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 19 décembre 2014 – pp. 21468-21469.

Arrêté du 17 décembre 2014 portant agrément d'organismes habilités à effectuer des relevés photométriques sur les lieux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 décembre 2014 – p. 22309.

RISQUES PSYCHOSOCIAUX

Harcèlement

Circulaire n° SE1 2014-1 du 4 mars 2014 relative à la lutte contre le harcèlement dans la fonction publique.

Ministère chargé de la Fonction publique (<http://circulaires.legifrance.gouv.fr>, 19 p.).

Circulaire du 20 mars 2014 relative à la mise en œuvre du plan national d'action pour la prévention des risques psychosociaux dans les trois fonctions publiques.

Premier ministre (<http://circulaires.legifrance.gouv.fr>, 7 p.).

Circulaire du 25 juillet 2014 relative à la mise en œuvre, dans la fonction publique territoriale, de l'accord-cadre du 22 octobre 2013 concernant la prévention des risques psychosociaux.

Ministère chargé de la Fonction publique (<http://circulaires.legifrance.gouv.fr> - 4 p.).

Instruction n° DGOS/RH3/DGCS/4B/2014/321 du 20 novembre 2014 relative à la mise en œuvre dans la fonction publique hospitalière de l'accord-cadre du 22 octobre 2013 relatif à la prévention des risques psychosociaux dans les trois fonctions publiques.

Ministère chargé de la Santé (<http://www.circulaires.legifrance.gouv.fr> – 14 p.).

SERVICES DE SANTÉ AU TRAVAIL

Décret n° 2014-798 du 11 juillet 2014 portant diverses dispositions relatives à la médecine du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 juillet 2014 - pp. 11804-11806.

Décret n° 2014-799 du 11 juillet 2014 portant diverses dispositions relatives à l'organisation de la médecine du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 juillet 2014 - pp. 11806-11807.

Décret n° 2014-423 du 24 avril 2014 relatif à l'application des dispositions relatives à la santé au travail aux travailleurs éloignés.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 avril 2014 – pp. 7301-7302.

Note DGT du 2 juin 2014 relative aux conditions d'exercice des collaborateurs médecins au sein des services de santé au travail.

Ministère chargé du Travail (non publiée) - 3 p.

Surveillance médicale

Circulaire CNAMTS CIR- 9/2014 du 29 avril 2014 relative à la SPP amiante - Procédure de relecture du scanner thoracique.

*Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI>, 22 p.).*

Risques chimiques et biologiques

RISQUE BIOLOGIQUE

Déchets d'activités de soins

Arrêté du 20 mai 2014 modifiant l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 5 juillet 2014 – pp. 11161-11162.

Légionellose

Note d'information n° DGS/EA4/2014/167 du 23 mai 2014 relative à la diffusion du guide du Haut conseil de la santé publique (HCSP) pour l'investigation et l'aide à la gestion sur le risque lié aux légionnelles.

Ministère chargé de la Santé (<http://circulaires.legifrance.gouv.fr> – 4 p.).

Vaccinations

Instruction n° DGS/RI1/RI2/2014/21 du 21 janvier 2014 relative aux modalités d'application de l'arrêté du 2 août 2013 fixant les conditions d'immunisation des personnes mentionnées à l'article L. 3111-4 du code de la santé publique.

Ministère chargé de la Santé (<http://circulaires.legifrance.gouv.fr>, 9 p.).

RISQUE CHIMIQUE

Amiante

Note DGT du 24 novembre 2014 relative au cadre juridique applicable aux opérations portant sur des matériaux contenant de l'amiante et valeur juridique des Questions-réponses et logigrammes élaborés par la DGT.

Ministère chargé du Travail. (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr> – 7 p.).

Arrêté du 4 juin 2014 modifiant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 17 juin 2014 – p. 9999.

Arrêté du 8 octobre 2014 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 16 octobre 2014 – pp. 17173-17174.

Arrêté du 23 octobre 2014 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 novembre 2014 - pp. 18726-18727.

Arrêté du 1^{er} décembre 2014 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 décembre 2014 – pp. 20902-20903.

Arrêté du 6 juin 2014 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 21 juin 2014 – pp. 10250-10251.

Arrêté du 8 octobre 2014 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 16 octobre 2014 – p. 17174.

Arrêté du 9 octobre 2014 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 22 octobre 2014 – pp. 17544-17545.

Arrêté du 23 octobre 2014 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 novembre 2014 - pp. 18725-18726.

Arrêté du 23 octobre 2014 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 novembre 2014 - p. 18726.

Décret n° 2014-802 du 16 juillet 2014 portant abrogation du titre « Amiante » du règlement général des industries extractives.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 18 juillet 2014 - pp. 12018-12019.

Arrêté du 16 juillet 2014 abrogeant certaines dispositions relatives à l'amiante dans les industries extractives.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 18 juillet 2014 - p. 12021.

Biocides

Règlement délégué (UE) n° 1062/2014 de la Commission du 4 août 2014 relatif au programme de travail pour l'examen systématique de toutes les substances actives existantes contenues dans des produits biocides visé dans le règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 294 du 10 octobre 2014 – pp. 1-34.

Rectificatif au règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides.

Parlement européen et Conseil. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 363 du 18 décembre 2014 – p. 186.

Décret n° 2014-1175 du 13 octobre 2014 relatif aux procédures d'approbation, de mise à disposition sur le marché et de déclaration des produits biocides et des substances actives biocides.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 15 octobre 2014 – pp. 16930-16938.

Étiquetage

Rectificatif au règlement (UE) n° 487/2013 de la Commission du 8 mai 2013 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 106 du 9 avril 2014 – p. 50.

Règlement (UE) n° 605/2014 de la Commission du 5 juin 2014 modifiant, aux fins d'ajouts de mentions de danger et de conseils de prudence en langue croate et aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 167 du 6 juin 2014 – pp. 36-49.

Règlement (UE) n° 1297/2014 de la Commission du 5 décembre 2014 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 350 du 6 décembre 2014 – pp. 1-3.

Directive 2014/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 modifiant les directives du Conseil 92/58/CEE, 92/85/CEE, 94/33/CE, 98/24/CE et la directive 2004/37/CE du Parlement européen et du Conseil afin de les aligner sur le règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 65 du 5 mars 2014 - pp. 1-7.

Décret n° 2014-840 du 24 juillet 2014 portant modification des dispositions d'étiquetage applicables aux générateurs d'aérosol.

Ministère chargé de l'Economie. Journal officiel du 26 juillet 2014 – pp. 12346-12347.

Exportation et importation

Rectificatif au règlement délégué (UE) n° 1078/2014 de la Commission du 7 août 2014 modifiant l'annexe I du règlement (UE) n° 649/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 363 du 18 décembre 2014 - p. 185.

Limitation d'emploi / Autorisation de mise sur le marché

Règlement (UE) n° 301/2014 de la Commission du 25 mars 2014 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne les composés du chrome (VI).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 90 du 26 mars 2014 - pp. 1-20.

Règlement (UE) n° 317/2014 de la Commission du 27 mars 2014 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'annexe XVII (substances CMR).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 93 du 28 mars 2014 – pp. 24-27.

Règlement (UE) n° 474/2014 de la Commission du 8 mai 2014 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne le 1,4-dichlorobenzène.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 136 du 9 mai 2014 - pp. 19-22.

Rectificatif au règlement (CE) n° 552/2009 de la Commission du 22 juin 2009 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'annexe XVII.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 331 du 18 novembre 2014 - p. 40.

Règlement (UE) n° 895/2014 de la Commission du 14 août 2014 modifiant l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 244 du 19 août 2014 – pp. 6-9.

Méthodes d'essai

Règlement (UE) n° 260/2014 de la Commission du 24 janvier 2014 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, le règlement (CE) n° 440/2008 établissant des méthodes d'essai conformément au règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 81 du 19 mars 2014 – pp. 1-253.

Règlement (UE) n° 900/2014 de la Commission du 15 juillet 2014 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, le règlement (CE) n° 440/2008 établissant des méthodes d'essai conformément au règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 247 du 21 août 2014 – pp. 1-111.

Risques physiques et mécaniques

BTP

Coordonnateur

Arrêté du 4 novembre 2014 modifiant l'arrêté du 26 décembre 2012 relatif à la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et protection de la santé et à celle des formateurs de coordonnateurs ainsi qu'aux garanties minimales que doivent présenter les organismes en charge de ces formations dans le cadre de la procédure d'accréditation-certification.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 20 novembre 2014 - p. 19461.

Echafaudages

Arrêté du 19 mars 2014 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2012 relatif aux diplômes professionnels relevant des dispositions du Code du travail relatives à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur.

Ministère chargé de l'Éducation nationale. Journal officiel du 2 avril 2014 – p. 6300.

Circulaire DGT n° 03 du 19 novembre 2014 relative à l'utilisation de plate-forme de travail en encorbellement (PTE).

Ministère chargé du Travail. (<http://circulaires.legifrance.gouv.fr> - 8 p.).

Travaux à proximité des réseaux

Décret n° 2014-627 du 17 juin 2014 relatif aux travaux effectués à proximité des réseaux de transport et de distribution.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 19 juin 2014 – pp. 10124-10126.

Arrêté du 18 juin 2014 modifiant divers arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux de transport et de distribution et au téléservice « réseaux-et-canalisation.gouv.fr ».

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 29 juin 2014 – pp. 10754-10761.

Arrêté du 19 juin 2014 pris en application du IV de l'article 3 de l'arrêté du 15 février 2012 modifié relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 29 juin 2014 – pp. 10761-10762.

PROTECTION INDIVIDUELLE

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil, du 21 décembre 1989, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 110 du 11 avril 2014 – pp. 77-104.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 445 du 12 décembre 2014 – pp. 17-47.

RISQUE MÉCANIQUE

Ascenseurs

Directive 2014/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 96 du 29 mars 2014 – pp. 251-308.

Rectificatif à la directive 2014/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs.

Parlement européen et Conseil. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 373 du 31 décembre 2014 – p. 47.

Décret n° 2014-1230 du 21 octobre 2014 relatif aux travaux de sécurité sur les installations d'ascenseurs.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 23 octobre 2014 – pp. 17602-17603.

Arrêté du 10 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 18 novembre 2004 modifié relatif aux travaux de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs.

Ministère chargé de Logement. Journal officiel du 13 décembre 2014 – p. 20929.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 95/16/CE du Parlement européen et du Conseil, du 29 juin 1995, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 110 du 11 avril 2014 – pp. 105-107.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 95/16/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 1995 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 445 du 12 décembre 2014 – pp. 1-4.

Machines / équipements de travail

Rectificatif à la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 269 du 10 septembre 2014

Guide technique du 18 novembre 2014 relatif aux opérations de modification des machines en service.

Ministère chargé du Travail. Bulletin officiel du ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social n° 2014/11 du 30 novembre 2014 – 14 p.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 110 du 11 avril 2014 – pp. 4-76.

Rectificatif à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 153 du 21 mai 2014 - p. 21.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 220 du 11 juillet 2014 – pp. 1-76.

RISQUE PHYSIQUE

Atmosphère explosible

Directive 2014/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles (refonte).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 96 du 29 mars 2014 – pp. 309-356.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994 concernant le rapprochement des législations des États membres pour les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 445 du 12 décembre 2014 – pp. 5-16.

Atmosphère hyperbare

Arrêté du 31 juillet 2014 relatif aux interventions secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 12 août 2014 – pp. 13483-13484.

Arrêté du 13 octobre 2014 complétant l'arrêté du 21 juin 2013 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 15 novembre 2014 - pp. 19260-19262.

Bruit

Directive 2014/38/UE de la Commission du 10 mars 2014 modifiant l'annexe III de la directive 2008/57/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les nuisances sonores.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 70 du 11 mars 2014 – pp. 20-21.

Compatibilité électromagnétique

Directive 2014/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la compatibilité électromagnétique (refonte).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 96 du 29 mars 2014 – pp. 79-106.

Rectificatif à la directive 2014/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la compatibilité électromagnétique.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 316 du 4 novembre 2014 - p. 69.

Avis relatif à l'application du décret n° 2006-1278 du 18 octobre 2006 relatif à la compatibilité électromagnétique des appareils électriques et électroniques (directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004).

Ministère chargé de l'Industrie. Journal officiel du 4 mai 2014 – pp. 7670-7686.

Équipement sous pression

Directive 2014/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des récipients à pression simples.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 96 du 29 mars 2014 – pp. 45-78.

Directive 2014/68/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression.

Parlement européen et Conseil de l'Union européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 189 du 27 juin 2014 – pp. 164-259.

Arrêté du 4 décembre 2014 portant diverses dispositions relatives aux appareils à pression.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 16 décembre 2014 - pp. 21072-21073.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 97/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les équipements sous pression.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 22 du 24 janvier 2014 – pp. 1-16.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux récipients à pression simples (version codifiée).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 8 du 11 janvier 2014 - pp. 3-5.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 97/23/CE du Parlement Européen et du Conseil du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les équipements sous pression.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 313 du 12 septembre 2014 - pp. 53-69.

Installations électriques/Matériel électrique

Directive 2014/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 96 du 29 mars 2014 - pp. 357-374.

Arrêté du 19 juin 2014 modifiant l'arrêté du 17 janvier 1989 portant approbation d'un recueil d'instructions générales de sécurité d'ordre électrique.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 9 juillet 2014 - p. 11385.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 149 du 16 mai 2014 - pp. 33-141.

Décret n° 2014-1085 du 24 septembre 2014 modifiant les règles techniques et la procédure de certification applicables aux électrificateurs de clôture.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 26 septembre 2014 - pp. 15661-15662.

Arrêté du 24 septembre 2014 relatif aux conditions auxquelles sont soumis les électrificateurs de clôture.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 26 septembre 2014 - pp. 15663-15664.

Arrêté du 24 septembre 2014 relatif aux conditions d'habilitation des organismes chargés de la mise en œuvre de la procédure d'examen de type des électrificateurs de clôture.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 26 septembre 2014 - pp. 15662-15663.

Arrêté du 24 septembre 2014 modifiant l'arrêté du 14 mars 1996 relatif à la déclaration de conformité, au marquage de conformité et à la documentation technique des électrificateurs de clôture.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 26 septembre 2014 - p.15663.

Rayonnements ionisants

Directive 2013/59/EURATOM du conseil du 5 décembre 2013 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants et abrogeant les directives 89/618/Euratom, 90/641/Euratom, 96/29/Euratom, 97/43/Euratom et 2003/122/Euratom.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 13 du 17 janvier 2014 - pp. 1-73.

Arrêté du 15 mai 2014 modifiant l'article 23 de l'arrêté du 15 mai 2006 relatif aux conditions de délimitation et de signalisation des zones surveillées et contrôlées et des zones spécialement réglementées ou interdites compte tenu de l'exposition aux rayonnements ionisants ainsi qu'aux règles d'hygiène, de sécurité et d'entretien qui y sont imposées.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 8 octobre 2014 - pp. 16327-16328.

RISQUE ROUTIER/TRANSPORT

Transport de fonds

Décret n° 2014-816 du 17 juillet 2014 modifiant le décret n° 2000-1234 du 18 décembre 2000 modifié déterminant les aménagements des locaux desservis par les personnes physiques ou morales exerçant l'activité de transport de fonds et portant diverses dispositions relatives au transport de fonds.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 19 juillet 2014 – p. 12091.

Transport de matières dangereuses

Directive 2014/103/UE de la Commission du 21 novembre 2014 portant troisième adaptation au progrès scientifique et technique des annexes de la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 335 du 22 novembre 2014 - pp. 15-16.

Arrêté du 2 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 12 décembre 2014 - pp. 20807 - 20809.

Transport routier

Arrêté du 3 juin 2014 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des activités du déchet (n° 2149).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 17 juin 2014 – p. 10002.

Arrêté du 1^{er} octobre 2014 fixant les conditions de délivrance de la carte de qualification de conducteur aux formateurs et moniteurs d'entreprise qui dispensent les formations professionnelles obligatoires des conducteurs routiers du transport de marchandises et de voyageurs.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 14 octobre 2014 – pp. 16672-16673.

Textes officiels relatifs à
**l'environnement, la santé
publique et la sécurité civile**
parus en 2014

Environnement

DÉCHETS

Déchets dangereux

Règlement (UE) n° 1357/2014 de la Commission du 18 décembre 2014 remplaçant l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 365 du 19 décembre 2014 - pp. 89-96.

Décision de la Commission du 18 décembre 2014 modifiant la décision 2000/532/CE établissant la liste des déchets, conformément à la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 370 du 30 décembre 2014 - pp. 44-86.

FLUIDES FRIGORIGÈNES

Décision d'exécution de la Commission du 31 octobre 2014 établissant, conformément au règlement (UE) n° 517/2014 du parlement européen et du conseil relatif aux gaz à effet de serre fluorés, les valeurs de référence pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2017 pour chaque producteur ou importateur ayant notifié la mise sur le marché d'hydrofluorocarbones conformément au règlement (CE) no 842/2006 du Parlement européen et du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 318 du 5 novembre 2014 - pp. 28-33.

INSTALLATIONS CLASSÉES

Nomenclature

Décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 5 mars 2014 - pp. 4790-4805.

Décret n° 2014-996 du 2 septembre 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 4 septembre 2014 - pp. 14663-14665.

Décret n° 2014-996 du 2 septembre 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (rectificatif).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 13 septembre 2014 - p. 15066.

Décret n° 2014-1501 du 12 décembre 2014 modifiant la nomenclature des installations classées.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 14 décembre 2014 – pp. 21013-21016.

Index des mots-clés

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Accident du travail _____	3-4-5-6
Aérosol _____	13
Affichage _____	6
Agriculture _____	7
Alcool _____	6
Amiante _____	11-12
Apprentissage _____	8
Ascenseur _____	15
Atmosphère explosible _____	16
Biocide _____	12
Bruit _____	16
BTP _____	14
CHSCT _____	9
Compatibilité électromagnétique _____	16-17
Coordonnateur _____	14
DASRI _____	11
Déchet _____	19
Détachement _____	7
Échafaudage _____	14
Éclairage _____	10
Égalité professionnelle _____	6
Électricité _____	7-14-17-18
Environnement _____	6-20
EPI _____	15
Équipement de travail _____	15-16-17-18
Équipement sous pression _____	17
Fluide frigorigène _____	20

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Fonction publique _____	7-9-10
Handicapé _____	7-8
Harcèlement _____	9-10
Hyperbare _____	16
Installation classée _____	20-21
Jeune _____	8
Légionellose _____	11
Lieu de travail _____	6-7
Machine _____	15-16
Maladie professionnelle _____	3-4-5-6
Mine _____	12
Norme _____	15-16-17
Organisme agréé / accrédité _____	10-14-16
Pénibilité _____	8-9
Produit chimique _____	11-12-13-14
Rayonnements ionisants _____	18
Réseaux de distribution _____	14
Risque biologique _____	11
Sécurité sociale _____	3-4-5-6
Service de santé au travail _____	10
Surveillance médicale _____	10
Tarifcation _____	3-4-5
Transport de fonds _____	18
Transport de matières dangereuses _____	18
Transport routier _____	19
Vaccination _____	11